

CCTP

LOT 3
PLOMBERIE

**Travaux de mise en accessibilité du tribunal de
GRASSE**



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Coordonnée SOCOTEC SMART SOLUTIONS :

- Coste Geoffrey – geoffrey.coste@socotecsmartsolutions.fr

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT	3
ALLOTISSEMENT	3
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES	8
DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	14
3.1 Remplacement du WC par un WC PMR	14
3.2 Remplacement de la vasque par un lave main.....	14
3.3 Modification des réseaux (alimentations et évacuations)	14
3.4 Fourniture et pose d'une barre de tirage.....	14
3.5 Fourniture et pose d'une barre d'appui coudée	14
3.6 Fourniture et pose d'un miroir	15
3.7 Remplacement du lave-main par un lavabo PMR.....	15
3.8 Dépose d'un équipement sanitaire	15
3.9 Fourniture et pose d'un lavabo PMR.....	15

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

ALLOTISSEMENT

Lot 1 VRD Maçonnerie
Lot 2 Electricité
Lot 3 Plomberie
Lot 4 Plâtrerie peinture – Revêtement
Lot 5 Menuiserie bois - Menuiserie intérieure bois
Lot 6 Menuiserie aluminium – Serrurerie

OBJET DU PRÉSENT DESCRIPTIF

LE PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES CONCERNE LA MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL DE GRASSE

Le présent descriptif a pour but de renseigner, de la manière la plus complète possible, les entrepreneurs sur la nature, l'étendue et les limites des prestations qui leur sont demandées, les modes d'exécution et l'importance des travaux à effectuer et de leur donner toutes indications sur la conception du projet.

Il est expressément convenu que ces prescriptions et indications n'ont aucun caractère limitatif.

En conséquence, chaque entrepreneur devra avant la remise de sa proposition, avoir pris connaissance de l'ensemble des documents constituant le dossier d'appel d'offre, y compris ceux concernant les ouvrages qui ne sont pas de son ressort.

Les entrepreneurs sont tenus de signaler par écrit au Maître d'œuvre et de toute façon avant la remise de leur offre, toute omission, non-concordance ou non-conformités éventuelles que leur compétence technique leur aura fait constater sur les documents mis à leur disposition.

Ils devront prévoir tous les travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de la prestation, conformément aux règles de l'art et compte tenu des dispositions précisées pour l'ensemble des corps d'état, et ce, sans qu'ils puissent prétendre après leurs études personnelles, à une majoration quelconque de leurs prix forfaitaires.

O.1 Prescriptions techniques applicables aux relations entre corps d'états

- a) Les rapports entre les différents intervenants de l'opération seront réglés par les normes relatives aux marchés privés du bâtiment.
- b) Les prestations et l'exécution des travaux seront conformes aux recommandations des DTU, sauf stipulations contraires du présent devis descriptif.
- c) Sauf stipulations contraires, l'énoncé des travaux de chaque corps d'état impliquera la fourniture et la mise en œuvre de tous les éléments nécessaires à leur réalisation par l'entrepreneur concerné.
- d) Omissions, imprécisions, divergences

Les plans et le descriptif qui les complètent font connaître le programme général et le mode d'exécution des travaux à réaliser.

En cas d'omission, imprécisions, divergence ou contradiction dans ces documents, il est fait obligation aux entrepreneurs, d'obtenir toutes précisions complémentaires au cours de l'étude de leur offre, et de prévoir dans le prix global de leur soumission, tous les travaux indispensables au complet et parfait achèvement de la construction.

L'entrepreneur adjudicataire ne pourra de ce fait faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages de sa spécialité.

Tout entrepreneur est tenu de vérifier les cotes et dimensions portées sur les plans. Il demeurera seul responsable des erreurs, omissions ou imprécisions quelconques pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages de sa spécialité ; Et qui pourraient se produire au cours de l'exécution, soit de son fait, soit par manque de vérification des documents qui ont été mis à sa disposition.

Les inexactitudes qui pourraient être évoquées après la passation des marchés ne sauraient en aucun cas remettre en cause le prix global arrêté.

La correction des inexactitudes, éventuelles, ainsi que les divergences d'interprétation qui pourraient remettre en cause certaines dispositions du dossier de consultation et des documents techniques de référence seront réglées conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner de majoration au prix global du marché.

e) Organisation des travaux

Elle devra être conçue de manière à assurer la livraison de l'ouvrage comme indiqué au marché.

Les communications et les écoulements d'eau existants antérieurement à l'ouverture du chantier doivent être assurés sans interruption. L'entrepreneur doit tous les ouvrages provisoires nécessaires. Les canalisations existantes, gênantes, seront protégées ou détournées.

f) Adaptation de l'entreprise

Les travaux se passeront en site occupés. Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour lui permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

g) Nuisances

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- la détérioration des existants ;
- le défaut de nettoyage journalier ;
- les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- le bruit ;
- les poussières ;
- les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc...) ;
- les perturbations de l'emploi du temps des occupants.

Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- le nombre d'ouvriers ;
- l'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- le mode d'exécution des travaux ;
- les protections mises en place ;
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

h) Sécurité des occupants

Toutes les dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des occupants. Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Les entreprises seront tenues de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement leur être imposées en cours de chantier.

D'autre part, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

i) Coordination générale des ouvrages

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et devis descriptif en vue d'organiser avec le Maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre des ouvrages.

Il fournira dans un délai de 1 mois à compter de l'ordre de service général les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes :

- ↳ Niveau à respecter.
- ↳ Emplacement et encombrement des canalisations et gaines.
- ↳ Dispositions et sujétions à prévoir pour l'exécution des différents ouvrages (scellements, supports, calfeutrements, raccords, trous, etc.)

Ces précisions feront l'objet de l'établissement par les entrepreneurs des plans d'exécution et de réservations détaillées et cotées montrant les dispositions prises pour assurer la stabilité et la tenue des différents ouvrages et leurs liaisons avec les autres parties du bâtiment.

L'entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par la maîtrise d'œuvre quant à la marche et à la coordination des travaux en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

j) Les documents de détails

Ils pourront être fournis par le Maître d'œuvre ou les techniciens en cours de travaux, pour développer les plans d'ensemble ne sauraient en aucun cas être additionnels.

k) Travaux supplémentaires

Aucun travail supplémentaire ne pourra être entrepris sans l'ordre écrit du Maître d'ouvrage. Tout travail exécuté sans se référer à cette prescription, sera réputé faire partie du montant à prix ferme, définitif, global et forfaitaire de l'entreprise en cause.

l) Traits et cotes de niveau

Les cotes de niveau seront matérialisées de manière fixe et durable par l'entrepreneur.

Il procédera à cette opération aussi souvent que nécessaire à la demande au gré des besoins des corps d'état.

m) Passages, trémies, lumières, trous à réserves

Dans le délai de 1 mois précisé en g) précédent, l'entrepreneur fournira les plans détaillés des réservations.

Passé ce délai, et en cas de nécessité de réaliser après exécution des maçonneries, trous lumières, feuillures, passages ou trémies par défaut d'observations de ces prescriptions du fait de l'entreprise, l'exécution de ces ouvrages sera au compte de l'entreprise défailante sur l'attachement écrit et figuré.

Il est précisé à ce propos que les percements de trous, lumières et trémies dans les refends et dallages sont du ressort exclusif de l'entreprise.

L'entrepreneur sera responsable du récolement des réservations demandées par les différents corps d'état. Les entreprises intéressées vérifieront et seront réputées avoir vérifié niveau par niveau, les cotes d'implantation et de dimensionnement de ces réservations.

A cet effet, les plans établis par le Maître d'œuvre seront régulièrement affichés dans les locaux en cours de chantier.

n) Percements, saignées, scellements, calfeutrements, raccords

Exception faite de ces ouvrages définis en h précédent, l'entreprise devra tous les percements, tamponnages, saignées, scellements, calfeutrements et raccords pour ce qui concerne la mise en œuvre de ses ouvrages.

o) Échafaudages, engins de levage

L'entrepreneur, devra laisser la libre disposition à titre gracieux des échafaudages à la maîtrise d'œuvre pour les besoins de leur intervention, pendant la durée de leur maintien.

p) Protection, installations

L'entrepreneur devra la mise en œuvre et le maintien pendant la durée du chantier ou jusqu'à la mise en œuvre des ouvrages de protection.

Les protections nécessaires et conformes à la législation en vigueur concernant la sécurité des chantiers, ainsi que les installations demandées par l'hygiène seront à sa charge.

q) Clôtures

L'entrepreneur devra la fourniture et la mise en place des clôtures, palissades et barrières et tous moyens nécessaires à leur entretien pendant toute la durée du chantier afin d'interdire l'accès du chantier aux tiers et d'assurer la protection des personnes y ayant accès de droit, le cas échéant, au niveau de la zone de vie éventuelle.

r) Nettoyage

L'entreprise devra au fur et à mesure de l'avancement des travaux, procéder au nettoyage du chantier après sa propre intervention

s) Études d'exécution - Contrôle et Essais

Tous ces plans devront recevoir l'avis favorable des autres corps d'état et de la Maîtrise d'œuvre.

Les essais prescrits par les DTU ainsi que les essais spéciaux pour la plomberie et électrique sont implicitement inclus dans l'offre des entrepreneurs, Bureau d'Etude Technique mandaté par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu de faire exécuter tous les essais que le Maître d'œuvre jugera utiles, qu'ils portent sur la mise en œuvre ou la qualité des matériaux.

t) Échantillon & Constitution des matériaux

L'entrepreneur devra la fourniture d'échantillons pour tous produits et accessoires relevant de leur marché et ceux-ci devront recevoir l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Conformément aux normes et textes en vigueur, la constitution des éléments métalliques et bois, sera telle que précisée sur les documents par la maîtrise d'œuvre.

u) Réunions de chantier

Elles se tiendront hebdomadairement, aux dates et heures fixées par la Maîtrise d'œuvre, qui se réserve, par ailleurs, la possibilité de convoquer à tout moment l'entrepreneur sur le chantier pour préciser tel point qui lui paraîtrait utile.

v) Sécurité – Voies publiques et privées – Riverains et voisinages

Au cours des démolitions ou dépose d'ouvrages, l'entrepreneur veillera scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive de l'entreprise. L'entreprise est également responsable de la bonne conservation des protections pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur sera responsable des dommages causés par ses engins et camions sur la voirie ou toute partie publique ou privée. Il prendra toutes précautions pour éviter dans la limite du possible, les chutes de matériaux sur les voies, parties publiques ou privées empruntés par son matériel. Il effectuera en permanence les nettoyages et ébouages nécessaires. Il aura à sa charge toutes redevances concernant l'occupation du domaine public, ainsi que toutes taxes de voirie, éclairage, signalisation etc... Après exécution des travaux, chaque entrepreneur devra la remise en état de la voirie qu'il aurait pu détériorer du fait de ses travaux et du passage de ses camions et engins.

L'Entreprise adjudicataire est tenue de prendre à sa charge tous les désordres pouvant être subis par les riverains du fait de ses travaux : occupation temporaire, remise en état des clôtures, privation de jouissance, désordres causés aux constructions voisines. Il devra faire établir à ses frais, chaque fois que cela sera nécessaire, tout constat d'huissier avant et pendant la durée de l'exécution de ses travaux.

Un soin particulier sera apporté, pour ne pas causer de nuisances aux occupants des bâtiments déjà réalisés.

w) Réception

Le DOE et l'ensemble des documents sont à remettre en fin de travaux en 2 exemplaires en français dont 1 reproductible.

Délimitation des prestations :

PLOMBERIE

Pour chaque prestation :

- ✓ Reprises des ouvrages ou parties d'ouvrages non démolis, leur adaptation et leur branchement le cas échéant.
- ✓ Extensions et adaptations des lieux à réaliser.

Le taux de TVA est à 20%.

PLOMBERIE

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Consistance des travaux

Ces travaux comprendront :

- L'ensemble des travaux décrit dans la description des ouvrages

Exécution par phase

Les travaux pourront être scindés en autant de phases d'exécution qu'il en sera imposé par les conditions techniques, administratives et financières de l'opération.

Ces phasages ne pourront en aucun cas donner lieu à d'éventuelles indemnités complémentaires.

Période d'exécution

Les travaux portant sur l'entrée du public et les sanitaires proches des salles d'audience seront réalisés durant la période de vacation hivernale du tribunal : entre le 22 décembre 2025 et le 5 janvier 2026.

L'entreprise titulaire de ce lot est tenue de se rendre disponible.

Implantation des ouvrages

Chaque entreprise est alors responsable de l'implantation complète de ses ouvrages. L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur la position respective des réseaux et branchements, telle qu'elle est déterminée aux plans, il doit s'y conformer strictement.

En cas de difficultés, il devra immédiatement se mettre en rapport avec le Maître d'Œuvre qui sera seule habilité pour adapter ou éventuellement modifier les plans remis.

Prescriptions techniques générales

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux prescriptions du présent document, les présents travaux sont soumis aux spécifications :

- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.),
- du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat et aux fascicules qui le complètent (ensemble des fascicules en vigueur),
- du Règlement Sanitaire Départemental.

Des dérogations apportées par le présent cahier des clauses techniques particulières aux textes généraux ci-dessus concernent essentiellement :

- les articles 15, 16, 17 et 34 du C.C.A.G.

Tous les ouvrages devront en particulier être conformes aux prescriptions du propriétaire de l'ouvrage ou de son concessionnaire.

Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires s'étendront sur l'emprise de l'opération. Ils comprendront :

- L'installation de chantier,
- La signalisation de chantier, les panneaux d'information et leur entretien

Normes et règlements, documents techniques de références :

Les prestations devront être en tous points conformes aux dispositions de l'ensemble des normes et règlements en vigueur, un mois avant la date de dépôt des offres, et en particulier et non limitativement.

Textes législatifs et réglementaires

- ✓ Code de la Santé publique et du Travail
- ✓ Code de la Construction et de l'Habitation
- ✓ Décrets et arrêtés
- ✓ CCTG : Marchés publics de travaux d'installation de génie climatique
- ✓ Conception, réalisation et exploitation des réseaux de chaleur
- ✓ Eaux destinées à la consommation
- ✓ Guide technique - Protection sanitaire des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine
- ✓ Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété - Règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, et tous autres travaux concernant les immeubles
- ✓ Décret n° 68-976 du 9 novembre 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 67-561 du 12 juillet 1967 relative à l'amélioration de l'habitat
- ✓ Circulaire du 17 juillet 1973 complétée - Définition des dépôts distincts
- ✓ Loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 modifiée - Economies d'énergie
- ✓ Arrêté du 20 juin 1975 modifié - Equipement et exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie
- ✓ Arrêté du 2 août 1977 modifié - Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible ou d'hydrocarbures liquéfiés situés à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances
- ✓ Circulaire du 18 décembre 1977 relative à l'application de l'arrêté du 20 juin 1975 - Equipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie
- ✓ Arrêté du 15 juillet 1980 modifié - Spécifications techniques relatives à la réalisation et à la mise en œuvre des canalisations de gaz à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances
- ✓ Arrêté du 26 juillet 1982 dispositions - Aération des foyers
- ✓ Arrêté du 31 janvier 1986 modifié - Protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation
- ✓ Circulaire n° 86-74 du 27 octobre 1986 - Mise en place de dispositifs de fermeture de l'orifice d'évacuation
- ✓ Circulaire DM-T/P n° 26560 du 29 décembre 1993 - Commentaire de l'arrêté du 2 août 1977 (installations de gaz combustible ou d'hydrocarbures liquéfiés)
- ✓ Arrêté du 21 juillet 1994 - Application de certaines dispositions relatives aux systèmes de sécurité incendie
- ✓ Arrêté du 28 octobre 1994 - Modalités d'application de la réglementation acoustique
- ✓ Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 - Liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- ✓ Décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400kW et 50MW

- ✓ Arrêté du 30 juin 1999 - Modalités d'application de la réglementation acoustique
- ✓ Décision de la Commission du 1^{er} juillet 1999 - Procédure d'attestation de conformité des produits de construction en ce qui concerne les tuyaux, réservoirs et accessoires de tuyauterie n'entrant pas en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine
- ✓ Réseaux de distribution de chauffage à eau chaude
- ✓ CCTG Fascicule 78 - Canalisations et ouvrages de transport et de distribution de chaleur ou de froid

(Numéro spécial 97-4 du BOMELT)

DTU – Documents Techniques Unifiés

- ✓ Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux
- ✓ DTU 60.1 (NF P 40-201) - Plomberie sanitaire pour bâtiments à usage d'habitation (janvier 1999)
- ✓ DTU 60.5 (NF P 41-221) - Canalisations en cuivre - Distribution d'eau froide et chaude sanitaire, évacuation
- ✓ DTU 60.31 (NF P 41-211) - Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié - Eau froide avec pression (mai 1993) d'eaux usées, d'eaux pluviales, installations de génie climatique (janvier 1999)
- ✓ DTU 24.1 (NF P 51-201) - Travaux de fumisterie (octobre 1999)
- ✓ DTU 24.2.1/24.2.2 (NF P 51-202/203-ADD1) - Additif au cahier des clauses techniques. Jonction d'un conduit de raccordement et d'un conduit de fumée s'arrêtant au droit du plafond (mai 1993)
- ✓ DTU 61.1 (P 45-204) - Installations de gaz (novembre 1997)
- ✓ DTU 65.9 (NF P 52-304) - Installations de transport de chaleur ou de froid et d'eau chaude sanitaire entre productions de chaleur ou de froid et bâtiments (mai 1993)
- ✓ DTU 65.10 (NF P 52-305) - Canalisations d'eau chaude ou froide sous pression et canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments - Règles générales de mise en œuvre (juin 1999)
- ✓ DTU 65.11 (NF P 52-203) - Dispositifs de sécurité des installations de chauffage central concernant le bâtiment (mai 1993)
- ✓ DTU 65.20 (NF P 52-306) - Isolation des circuits, appareils et accessoires - Température de service supérieure à la température ambiante (octobre 1993)

Normes

- ✓ Normes Françaises et Européennes applicables aux travaux
- ✓ C 73-221 (NF) - Appareils électrodomestiques et analogues - Aptitude à la fonction des chauffe-eau non instantanés (juin 1989)
- ✓ C 73-222 (NF) - Chauffe-eau muraux verticaux fixes non instantanés - Cotes de fixation et de raccordement aux installations d'eau (novembre 1987)
- ✓ D 11-104 (NF EN 31) - Lavabos sur pied - Cotes de raccordement (octobre 1999)
- ✓ D 12-105 (NF EN 33) - Cuvette de W.-C. sur pied à chasse directe et réservoir attenant - Cotes de raccordement (octobre 1999)
- ✓ E 17-007 (NF ISO 7858) - Mesurage de débit d'eau dans les conduites fermées - Compteurs d'eau potable froide - Compteurs combinés (décembre 1988)
- ✓ E 29-064 (NF) - Robinetterie - Robinets d'arrêt, à soupape - Terminologie particulière à la robinetterie de bâtiment (octobre 1946)
- ✓ E 29-306 (NF EN 736) - Appareils de robinetterie - Terminologie (septembre 1999)
- ✓ P 16-100 (NF EN 476) - Prescriptions générales pour les composants utilisés dans les réseaux d'évacuation, de branchement et d'assainissement à écoulement libre (novembre 1997)
- ✓ P 16-103 (NF EN 1293) - Prescriptions générales pour les composants utilisés dans les réseaux d'évacuation, de branchement et d'assainissement sous pression pneumatique (juin 1999)
- ✓ P 16-326 (NF EN 1124) - Tubes et raccords de tubes soudés longitudinalement en acier inoxydables, à manchon enfichable pour réseaux d'assainissement (juillet 1999)
- ✓ P 16-352 (NF) - Canalisations, assainissement, égouts - Eléments de canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié pour l'assainissement (novembre 1987)
- ✓ P 16-400 (NF EN 1671) - Réseaux d'assainissement sous pression à l'extérieur des bâtiments (octobre 1997)
- ✓ P 41-011 (NF EN 1508) - Alimentation en eau - Prescriptions pour les systèmes et les composants pour le stockage de l'eau (novembre 1998)
- ✓ P 41-102 (NF) - Terminologie - Evacuation des eaux usées (mai 1942)
- ✓ P 41-304 - Protection externe des canalisations métalliques - Bandes imprégnées - Spécifications

- ✓ P 43-002 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Robinets d'arrêt de compteur d'eau - Spécifications techniques générales (décembre 1981)
- ✓ P 43-003 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Robinet pour réservoir de chasse - Spécifications techniques générales (juin 1983)
- ✓ P 43-006 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Réducteurs de pression d'eau - Spécifications techniques générales (septembre 1985)
- ✓ P 43-007 - Robinetterie de bâtiment - Clapets de non-retour de classe A, contrôlables - Spécifications techniques générales (septembre 1985)
- ✓ P 43-008 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Clapets de non-retour de classe B, non contrôlables - Spécifications techniques générales (septembre 1985)
- ✓ P 43-009 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Disconnecteur CA, à zones de pression différentes non contrôlables - Spécifications techniques générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-013 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Soupape anti-vidé en ligne (droite ou d'équerre) DA - Spécifications techniques générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-014 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Rupteur à contact atmosphérique permanent DC - Spécifications techniques générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-016 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Disconnecteur d'extrémité HA - Spécifications techniques générales (septembre 1985)
- ✓ P 43-017 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Clapets de non-retour EA, contrôlables, à brides - Spécifications techniques générales (décembre 1989)
- ✓ P 43-018 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Appareillage de contrôle sur site des ensembles protection sanitaire des réseaux d'eau potable - Caractéristiques (juin 1990)
- ✓ P 43-020 - Robinetterie de bâtiment - Dispositif de surverse totale AA - Spécifications générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-021 - Robinetterie de bâtiment - Dispositif de surverse par trop plein AB - Spécifications générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-022 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Dispositif de surverse dérivée AC - Spécifications générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-023 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Dispositif de surverse par injecteur AD - Spécifications générales (septembre 1988)
- ✓ P 43-024 (NF) - Robinetterie de bâtiment - Dispositif de surverse sanitaire alimentaire AE - Spécifications générales (septembre 1988)
- ✓ E 51-700 (NF) - Composants de ventilation mécanique contrôlée - Terminologie (juin 1987)
- ✓ E 51-708 (NF) - Composants de ventilation mécanique contrôlée - Conduits souples, renforcés, nus et cylindriques - Caractéristiques et essais (mars 1990)
- ✓ E 51-711 (NF) - Composants de ventilation mécanique contrôlée (VMC) - Bouches d'extraction pour VMC-Gaz - Spécifications - Contrôle de la conformité aux spécifications (mai 1991)
- ✓ E 51-713 (NF) - Composants de ventilation mécanique contrôlée (VMC) - Bouches d'extraction pour VMC - Spécifications et contrôle de la conformité aux spécifications (juin 1992)
- ✓ E 51-715 (NF EN 1506) - Ventilation des bâtiments - Conduits en tôle et accessoires à section circulaire - Dimensions (octobre 1998)
- ✓ P 50-402 - Composants de ventilation - Code d'essais aérauliques et acoustiques des entrées d'air en façade (juillet 1985)
- ✓ P 50-403 (NF) - Distribution d'air - Accessoires pour conduits aérauliques - Dimensions (août 1987)
- ✓ T 54-002 (NF) - Eléments de canalisations en matières thermoplastiques - Définitions - Dimensions (février 1981)
- ✓ T 54-013 (NF) - Tubes en polychlorure de vinyle allégé pour installations d'évacuation sans pression des eaux domestiques - Spécifications (avril 1995)
- ✓ T 54-014 - Systèmes de canalisation en CPVC ou PVCC pour le transport des eaux chaude et froide avec pression - Spécifications (juin 1989)
- ✓ T 54-016 (NF) - Tubes et raccords en polychlorure de vinyle non plastifié (PVC-U) pour la conduite de liquides avec pression - Spécifications (septembre 1989)
- ✓ T 54-063 (NF) - Tubes en polyéthylène pour réseaux de distribution d'eau potable - Spécifications et méthodes d'essais (juillet 1989)
- ✓ X 08-100 (NF) - Tuyauteries rigides - Identification des fluides par couleurs conventionnelles (février 1986)
- ✓ X 08-101 (NF) - Couleurs conventionnelles des tuyauteries - Tableau des pigments de base pouvant être utilisés pour la réalisation des couleurs conventionnelles des tuyauteries (octobre 1978)
- ✓ X 08-105 (NF) - Couleurs - Usines chimiques - Repérage des fluides circulant dans les tuyauteries (décembre 1986)
- ✓ P 92-507 (FD) - Bâtiment - Matériaux de construction et d'aménagement - Classement selon leur réaction au

feu (septembre 1997)

- ✓ X 35-203 (NF EN ISO 7730) - Ambiances thermiques modérées - Détermination des indices PMV et PPD et spécifications des conditions de confort thermique (décembre 1995)
- ✓ X 43-001 (NF EQV ISO 4225) - Qualité de l'air - Vocabulaire (août 1982)

Exemples de solutions & règles professionnelles

- ✓ Acoustique : Nouvelle Réglementation Acoustique - Exemples de solutions (octobre 1995)
- ✓ Thermique : Solutions techniques pour le respect du Règlement thermique applicables aux immeubles collectifs ne comportant pas plus de cinquante logements (février 1990)
- ✓ Guide technique n° 1 : Réseaux de distribution d'eau - Protection sanitaire des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine (avril 1987)
- ✓ Règles CC0 - Installations de génie climatique - Dispositions générales (Brochure Marchés Publics n° 2015, 1990)
- ✓ Règles Th-G (P 50-704) - Règles de calcul du coefficient GV des bâtiments d'habitation et du coefficient G1 des bâtiments autres que d'habitation (avril 1991)
- ✓ Règles Th-K (P 50-702) - Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction (février 1997)
- ✓ Règles Th-G, Th-BV et Th-C (Additif) : Règle d'échantillonnage pour le calcul des coefficients GV, BV et C d'ensembles thermiquement homogènes (septembre 1989)
- ✓ Recueil de recommandations pour les installations de chauffage central à eau chaude - Conception, réalisation, mise en service, entretien (Cahiers du CSTB 3114, mars 1999)

Avis techniques du CSTB

- ✓ ATEC GS14 - Tuyauteries flexibles de raccordement de longueur supérieure à 0,80 mètre - Cahier des prescriptions techniques communes (mars 1995)
- ✓ ATEC GS14, GS15 - Systèmes de canalisations à base de tubes en matériaux de synthèse - tubes semi-rigides en couronnes - Cahier des prescriptions techniques communes de mise en œuvre (mai 1995)
- ✓ ATEC GS15 - Clapets aérateurs - Cahier des prescriptions techniques communes (décembre 1987)
- ✓ ATEC GS19 - Procédés de traitement des eaux chaudes sanitaires par addition de produits - Cahier des prescriptions techniques communes (juin 1998)
- ✓ Règles Th-K (P 50-702) - Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction (février 1997)
- ✓ Règles Th-G, Th-BV et Th-C (Additif) : Règle d'échantillonnage pour le calcul des coefficients GV, BV et C d'ensembles thermiquement homogènes (septembre 1989)
- ✓ Recueil de recommandations pour les installations de chauffage central à eau chaude - Conception, réalisation, mise en service, entretien (Cahiers du CSTB 3114, mars 1999)

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPÉCIFIQUES

Alimentation en eau chaude

Dans le cas de remplacement, les appareils de production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eau et accumulateurs existants) sont à déposer et emporter

La présente prestation comprend la manutention et l'emport des gravats et biens d'équipement à la décharge publique.

Protection de l'installation

Les orifices de vidange des appareils installés seront obturés par un tampon adhésif jusqu'à la mise en service. L'entrepreneur doit la dépose de toutes ces protections pour la réception.

Essais

L'entreprise devra procéder aux essais et vérifications de l'installation de plomberie. Pour les travaux le concernant et notamment même en partie privative notamment au niveau :

- Des canalisations d'eau chaude, eau froide à raccorder,
- Des dispositifs anti-bélier.
- En complément des essais COPREC, seront effectués des essais relatifs aux bruits d'écoulement (décret 69596 de juin 1969 et arrêtés de juin et décembre 1975)

Désinfection

L'entrepreneur doit la désinfection de toutes les canalisations d'eau potable, avec toutes les fournitures et la main d'œuvre nécessaires. Le cas échéant, il fournira au Maître d'Œuvre avant la date prévue pour réception les certificats de conformité délivrés par les Services Techniques de l'Hygiène et la Société Fermière.

Réservation dans le gros œuvre

- ✓ Les passages et emplacements à réserver dans la maçonnerie, les cloisons et faux plafonds sont à la charge de l'entreprise.
- ✓ L'entreprise aura à fournir au maître d'œuvre, en temps utile, et au moins une semaine à l'avance, toutes les indications et les plans précis des réservations à exécuter.
- ✓ L'entreprise aura la responsabilité de la bonne exécution de ces réservations, à défaut de quoi, les démolitions et réfections qui en résulteraient lui incomberont.

Percements, trous et saignées – Socles et scellement

Les percements, trous et saignées dans les cloisons, murs en maçonnerie d'éléments ou murs existants sont à la charge de l'entrepreneur

Toutes les saignées se feront par découpe et non par percussion. Les bouchages des trous, murs en élévation sont à la charge du présent de l'entrepreneur.

Les raccords d'enduits seront réalisés de façon à obtenir un parement de qualité au moins égale à celle de la paroi dans laquelle aura été réalisée la saignée.

Les socles susceptibles de supporter les appareillages de toutes natures sont dus au présent de l'entrepreneur
Tous les scellements de matériel et supports de toutes natures sont à la charge de l'entrepreneur

DESCRIPTION DES OUVRAGES

Sur la fiche travaux, vous avez pour chaque ligne un numéro de Fiche Technique (ex : FT102_Marquage au sol place PMR).

L'ensemble des Fiches Techniques sont en annexe de ce présent CCTP, et décrivent la quasi-totalité des travaux à entreprendre, correspondant chacune à une ligne de la fiche travaux.

Les entreprises répondront sur la fiche travaux –Plomberie et devront prendre connaissance de l'ensemble des travaux présent afin de bien identifier les prestations demandées.

Exemple :

3.1 Remplacement du WC par un WC PMR

Le titulaire devra la fourniture et pose, en remplacement, d'un WC surélevé comprenant cuvette, réservoir double chasse économie d'eau et abattant avec charnière inox. Y compris raccordement au réseau EF/EU existant et dépose de l'existant.

- Dépose de la cuvette existante ;
- Reprise, si nécessaire, des réseaux EF/EU existant pour mise en attente d'une arrivée d'eau sur robinet d'arrêt ¼ de tour et de l'évacuation ;
- Fourniture, pose et raccordement, au même emplacement, d'un pack WC surélevé en porcelaine vitrifiée de couleur blanche. Hauteur d'assise entre 45 et 50 cm avec abattant, abattant avec charnières inox. Alimentation latérale et commande double chasse ;
- Mise en fonctionnement de l'ensemble.

Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.2 Remplacement de la vasque par un lave main

Le titulaire devra la fourniture et pose d'un lave main PMR avec robinetterie adaptée en remplacement d'une vasque et la planche sous vasque. Y compris raccordement au réseau EF/EU existant et dépose de l'existant.

Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.3 Modification des réseaux (alimentations et évacuations)

Le titulaire devra la modification des réseaux, alimentations et évacuations, pour la modification de position du WC et lavabo remplacés. Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.4 Fourniture et pose d'une barre de tirage

Le titulaire devra la fourniture et pose d'une barre de tirage horizontale sur la porte du sanitaire, le coloris sera défini en phase chantier. Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.5 Fourniture et pose d'une barre d'appui coudée

Fourniture et pose de barre de maintien coudée à 135° de 40 cm (horizontal) + 40 cm (à 135°). Trois points de fixation.

- Fourniture et pose d'une barre d'appui latérale coudée, fixation murale à côté de la cuvette, entre 35 et 40cm de l'axe de la cuvette, à une hauteur comprise entre 70 et 80cm ;
- D. 32mm, trois points de fixations, en inox 304 finition brillante, épaisseur 1,5mm, fixations invisibles par platine 3 trous D. 72mm. De type DELABIE 5082P ou équivalent ;

3.6 Fourniture et pose d'un miroir

Le titulaire devra la mise en place d'un miroir carré de 40 x 40 cm. Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.7 Dépose puis repose des équipements muraux

Le titulaire devra la dépose des équipements muraux (distributeur papier hygiénique, distributeur de savon, essuie-main) pendant la durée des travaux et seront reposés par la suite, Ils devront être reposés entre 90 et 130 cm de haut. Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.8 Remplacement du lave-main par un lavabo PMR

Le titulaire devra la fourniture et pose d'un lavabo PMR avec robinetterie adaptée en remplacement d'un lave-main. Y compris raccordement au réseau EF/EU existant et dépose de l'existant.

Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.9 Dépose d'un équipement sanitaire

Le titulaire devra la dépose d'un équipement sanitaire (WC non remplacé et lave-main non remplacé) y compris dépose et condamnation des réseaux plus utilisés.

Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.

3.10 Fourniture et pose d'un lavabo PMR

Le titulaire devra la fourniture et pose d'un lavabo PMR avec robinetterie adaptée. Y compris raccordement au réseau EF/EU existant et dépose de l'existant.

Y compris raccords et rebouchages nécessaires, évacuation et toutes sujétions nécessaires à une parfaite et complète réalisation.